



GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ 01.76.84.14.33 / 01.76.84.14.34

www.cgt-renault.com - e.mail cgtrenault@gmail.com



A Boulogne-Billancourt, le 21 juillet 2020.

Déclaration des élus CGT concernant la situation économique et financière de l'entreprise au CCSE du 21 juillet 2020

Renault a construit un dispositif très efficace pour la recherche de subventions ou de réductions de sa participation à sa responsabilité sociétale et au bien commun.

Ces différentes aides CICE et CIR sont la double peine pour les salariés. En effet, les entreprises privées s'attribuent les deniers publics de la nation au détriment d'investissements dans les services publics de santé, d'éducation, de sécurité.

Renault a perçu en 2 ans, 427 millions d'euros des divers concours dont le CIR. Ces montants auraient pu servir à amplifier et à accélérer un plan stratégique industriel pour répondre à la pérennisation de l'emploi sur nos sites de production et d'ingénierie.

Depuis la création de ces aides nous sommes en droit de nous interroger sur leurs utilités, aussi bien en termes d'enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux, enjeux incontournables pour la CGT.

La CGT revendique une transparence et la mise sous contrôle de toutes ces aides publiques reçues par le groupe Renault.

En 2019, le CICE est remplacé par un allègement de cotisations patronales sur les bas salaires. L'octroi de cette subvention a en grande partie pour objectif de recruter mais aussi d'accompagner à la transition énergétique et écologique et non à supprimer près de 5000 emplois en France.

La CGT interpelle la direction au sujet de cette synthèse qui ne reflète pas les revendications des salariés de Renault qui souhaitent un véritable projet industriel pour l'emploi et son développement. De plus, le plan des 2 milliards d'économie ne pourra que mettre en péril la cohérence et les différentes structures de l'entreprise. De plus, la situation économique et financière de l'entreprise est la conséquence d'une gestion d'entreprise entièrement dévouée à la réponse aux besoins et velléité des marchés financiers.

Les salariés de l'entreprise et leur syndicat CGT le dénonce depuis de nombreuses années.

Les membres de la direction générale actuels sont amnésiques, ils ont été des serviteurs dévoués, même des courtisans d'un monarque qui a considéré RENAULT comme sa propriété.

Les membres du CEG sont des personnages du passé qui utilisent les recettes vieilles depuis plus de quarante ans. Ces mêmes recettes qui ont conduit à la désindustrialisation de l'hexagone au mépris des populations et de l'aménagement du territoire.

Le projet de plan d'économie de 2 milliards d'euros et de la suppression de 15000 emplois dont 4600 en France hors intérimaires et prestataires, apportent une nouvelle pierre à l'édifice du chômage de masse dans notre pays.

Nous sommes bien dans une confrontation sur la conception de l'entreprise, entre une stratégie financière répondant aux besoins d'un petit nombre contre un projet industriel en réponse aux besoins sociaux, sociétaux et environnementaux des populations. Les salariés du Groupe RENAULT et plus largement ceux de la filière automobile, soutenus par leur organisation syndicale CGT revendiquent cette stratégie tournée vers le progrès social.

En conclusion, les élus CGT donneront un avis défavorable.